

REPUBLIQUE DU BURUNDI
FORCES NATIONALS DE LIBERATION



UBUGABO BURIHAWEA

CABINET DU PRESIDENT

MEMORANDUM DU PARTI FNL FACE A L'ENLISEMENT DE LA
SITUATION SOCIO-POLITIQUE ET SECURITAIRE AU BURUNDI

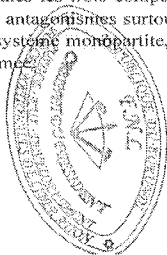
I. Genèse sommaire

Comme la plupart des pays africains, le Burundi accéda à l'indépendance durant la décennie 60-70. Peu avant l'accession à cette indépendance-là, deux tendances se dégagèrent au sein de la classe politique : ceux qui voulaient une indépendance immédiate et ceux qui voulaient une indépendance retardée. Mais pour les uns comme pour les autres, le grand enjeu était de remplacer le colon dans la gestion de l'Etat !

On ne tarda pas à voir que les idéaux d'unité et de progrès avancés par le parti vainqueur d'alors n'étaient que des slogans. En effet, la dislocation dudit parti en radicaux et modérés, l'instabilité des institutions, les intrigues et la criminalité galopante de cette époque-là en disent long et culminent sur les massacres de caractère génocidaire de depuis 1965. C'est dans ce contexte politico social occasionné par le Parti unique au pouvoir depuis 1961 que fut créé le PALIPEHUTU, qui, plus tard deviendra FNL.

En effet, le parti UPRONA avait d'abord érigé en mode de gouvernance l'exclusion, la discrimination et le massacre sur base ethnique, auxquels il ajouta plus tard, la provenance régionale. La population en désarroi, décida depuis lors de s'organiser pour se débarrasser de ce régime oppresseur et meurtrier à son égard, mais la main du pouvoir, les malentendus ou la cupidité des opprimés ne facilitaient pas le libre cours de cette lutte.

Il a fallu attendre le 18 avril 1980, quand fut créé le PALIPEHUTU dans le camp de réfugiés de Mishamo en République Unie de Tanzanie, pour qu'une véritable opposition fasse face au régime de Bujumbura. Le PALIPEHUTU demanda au Gouvernement burundais d'organiser une Conférence nationale Souveraine rassemblant toutes les trois composantes ethniques autour d'une table afin de vider tous les antagonismes surtout l'ethnisme qui était devenue comme le fer de lance du système monopartite, discriminatoire et génocidaire de l'UPRONA et de son armée.

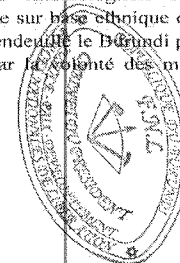


Au lieu d'écouter cette voix de détresse de la population meurtrie par l'oppression des régimes dictatoriaux dans leur ordre de succession, le Gouvernement s'employa à étouffer dans l'œuf le PALIPEHUTU. Le régime affina les méthodes tout en durcissant le ton contre ceux qu'il qualifiait d'impérialistes. Face à ce refus du dialogue inclusif (et partant constructif) tant réclamé par le PALIPEHUTU, celui-ci se résolut à penser à une alternative en créant une branche armée-les Forces Nationales de Libération-en 1983. Mais comme les résultats escomptés n'étaient pas atteints, Bujumbura fit tout pour décapiter le parti. C'est ainsi que le président fondateur du parti fut assassiné le 17 août 1990 à Dar es Salaam. BUYOYA venait d'agir mal car, la meilleure façon de traiter un interlocuteur c'est de l'écouter et si possible, parvenir à le dompter et non de le tuer. Loin de provoquer la débandade au sein du parti, la mort du président fondateur renforça plutôt l'esprit combatif chez les militants et les jeunes maquisards du mouvement qui eurent leurs premiers accrochages avec l'armée burundaise le 23 novembre 1991.

Rappelons de passage que les débuts de la décennie 1990 sont marqués par le vent du multipartisme que les puissants du monde avaient étouffé quelques décennies plus tôt. Bujumbura qui résistait avec force argument à ce nouvel environnement politique, voit dans les combats de fin novembre 1991 un signe avant coureur de la possibilité de perte du pouvoir, et partant se résolut au multipartisme de façade en confectonnant des lois tendancieuses, dans le seul but de fermer la porte au nez du PALIPEHUTU et de le bannir de la scène politique Burundaise. [Dans la constitution de mars 1992 qui consacre le multipartisme (article 57), et dans la loi sur les partis politiques, on prit soin de stipuler qu'aucun parti politique s'identifiant à une ethnique ou avant une branche armée ne peut être agréé pour couper court au PALIPEHUTU].

L'absence du PALIPEHUTU sur le terrain politique légal du BURUNDI profita au parti Sahwanya-FRODEBU qui remporta les présidentielles et les législatives de juin 1993. Aussitôt, les élans antidémocratiques des anciens maîtres se déchaînèrent contre le président NDADAYE Melchior et l'emportèrent, lui et ses proches collaborateurs le 21 octobre 1993 à peine trois mois après son investiture. La lutte armée connut un nouveau tournant avec la naissance d'autres mouvements rebelles comme le CNDD.

Pour pouvoir calmer la tension alors à son paroxysme, les leaders politiques qui baignaient dans un égocentrisme sans nom, se rencontrèrent successivement à Bujumbura (Kajaga, Novotel et Kigobe en 1994), Mwanza et Arusha en Tanzanie pour négocier le partage des postes tout en ignorant de se pencher comme des entomologistes sur les problèmes d'exclusion, d'injustice et de génocide sur base ethnique ou régionale qui ont présidé aux crises cycliques qui ont endeuillé le Burundi pendant plusieurs décennies. Ces pourparlers d'Arusha, par la volonté des maîtres de l'époque, exclurent le PALIPEHUTU-FNL.



II. Les négociations entre le Gouvernement et le PALIPEHUTU-FNL

Après avoir été longtemps tenu à l'écart des négociations de Bujumbura, Mwanza et Arusha, le PALIPEHUTU-FNL fut invité à Dar es Salaam en avril 2005 pour négocier la paix avec le Gouvernement de Transition burundais. Le président burundais se fit attendre jusqu'en mai la même année. Les conclusions de la rencontre de Dar es Salaam furent vite tournées en dérision par l'armée burundaise. Un autre rendez-vous pour la paix eut lieu au début du mois de mars 2006 dans la capitale tanzanienne. A la grande surprise, le Gouvernement ne répondit pas à ce grand rendez-vous et ne vint qu'après plus ou moins trois mois, cela malgré son merveilleux discours qu'il œuvre pour la paix de tous les Burundais. Pendant que nous attendions que le Gouvernement vienne à la table des négociations, il abrita le 21 avril 2006, le Forum de la Tripartite + 1 dont les visées n'étaient que négatives à l'endroit de la population en général et du PALIPEHUTU-FNL en particulier.

Quand ces négociations ont commencé le 29 mai 2006, on entendit un Gouvernement qui nous appelait à la reddition et non aux négociations. Après de longues tractations et discussions, nous aboutîmes à la conclusion de l'Accord des Principes du 18 juin 2006 et de l'Accord Global de cessez-le-feu signé à Dar es Salaam le 7 septembre 2006. Début 2007, une délégation du PALIPEHUTU-FNL arriva à Bujumbura pour suivre la mise en application des Accords signés avec le Gouvernement burundais en 2006 à Dar es Salaam. La paralysie caractérisa, dès le départ, la mise en œuvre des Accords non explicites et difficilement applicables face à un Gouvernement qui ne voulait jamais s'engager dans un dialogue franc et sincère. En effet, il voulait tantôt se soustraire à ses obligations, tantôt il voulait le faire de façon hâclée juste pour se tirer d'affaires en témoigne le fait qu'il faillit à octroyer en bonne et due forme l'immunité qui était portée à l'article 11 alinéa 2 de l'Accord des Principes du 18 juin 2010.

Le mauvais traitement et le manque d'égards à la Délégation du PALIPEHUTU-FNL, doublés d'un climat de terreur entretenu par la Force africaine qui avait le mandat de protéger cette Délégation la poussa à se volatiliser de Bujumbura le 21 juillet 2007 dans un « sauve qui peut » total. Le processus de paix connut alors une crise sérieuse et il nous fallut attendre le mois de janvier de l'année suivante pour démarrer cette machine en panne sur l'initiative du Ministre tanzanien des Relations extérieures et de la Coopération internationale. L'institution du Directoire politique constitua une valeur ajoutée au processus. Toutefois, il nous fut promis que la question de l'immunité allait être réglée dans les meilleurs délais et que toutes les questions pertinentes euf égard aux Accords des Principes du 18 juin et du 7 septembre 2006 devaient être traitées sans faux fuyants, mais la réalité ne tarda pas à les contredire.

Lors de la réunion des Ministres des Relations Extérieures de la Tanzanie de l'Ouganda, de l'Afrique du sud, du Médiateur et de la Délégation du



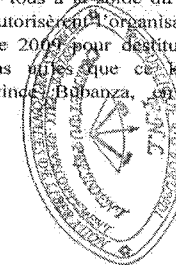
PALIPEHUTU-FNL du 04 mai 2008 à Arusha (Ngurdoto), nous donnâmes des considérations sur le processus de paix pour son heureux aboutissement, mais ils nous avouèrent qu'ils ne nous écouteront qu'une fois que nous serions sur place à Bujumbura, Alors nous décidâmes de rentrer à Bujumbura, pour prouver notre détermination à œuvrer pour la paix.

Arrivée à Bujumbura le 16 mai 2008, la Délégation du PALIPEHUTU-FNL signa le 26 mai 2008 l'arrêt définitive des hostilités. A son arrivée, le Président du PALIPEHUTU-FNL accepta d'envoyer tous les FNL au rassemblement et de remettre toutes les armes. En contrepartie, il ne demanda que la reconnaissance de son parti comme parti politique et la précision de la part de participation du PALIPEHUTU-FNL dans les corps de Défense et de sécurité ainsi que dans les institutions nationales.

Au lieu de répondre aux sollicitations du PALIPEHUTU-FNL, le Gouvernement se tourna vers l'Initiative régionale pour obtenir son soutien en imposant au PALIPEHUTU-FNL de changer d'appellation pour être agréé comme parti politique, d'accepter 3500 combattants en intégration sur une liste de 21 100 combattants, 5 000 combattants en démobilisation, 33 postes et la suppression de la catégorie des militants combattants. Ils y allèrent avec tant de pression et de chantages que, pour l'intérêt de la paix, nous acceptâmes de boire cette ciguë. En effet, il était pratiquement difficile de gérer les combattants avec ces effectifs en intégration et en démobilisation surtout qu'il y avait plusieurs combattants qui ne se retrouvaient nulle part et une autre catégorie de militants combattants supprimée alors qu'elle était estimée à environ 50 000. Aussi, 33 postes politiques pour un mouvement qui avait combattu pendant 30 ans étaient très insignifiants pour ne pas dire que c'était rien du tout, une honte !

Qui plus est, le Gouvernement issu du CNDD-FDD, auteur de ces mesures drastiques et destructrices du PALIPEHUTU-FNL créa, de façon informelle et au sein de la ligue des jeunes, des comités chargés d'accueillir les démobilisés, adultes associés et les combattants qui ne se trouvaient nulle part dans les catégories précitées pour les dresser contre leur parti d'origine. Dieu aidant, nous réussîmes à contenir la colère de ceux étaient rentrés bredouilles et à garder l'unité de notre parti. Cette tentative de déstabiliser notre parti avec la complicité de certains membres de la Communauté internationale fut conjurée de justesse.

Face à cet échec, ce même pouvoir monta trois mois après l'agrément du parti FNL (depuis le mois d'août 2009), une conspiration orchestrée par la clique Jacques KENESE et Methuselah NIKOBAMYE connu sous le pseudonyme de Pasteur HABIMANA, tous à la solde du pouvoir contre le Président du parti FNL. En effet, ils autorisèrent l'organisation et la tenue d'un simulacre de congrès le 04 octobre 2009 pour destituer le Président du Parti FNL. (Rappelons à toutes fins utiles que ce KENESE vient d'être nommé gouverneur de la province de Bubanza, en guise de remerciement par



NKURUNZIZA !). Apparemment, suite aux contestations on ne peut plus pressantes des membres, ils hésitèrent de valider ce putsch, peut-être le temps n'était encore venu. Nous entrâmes alors dans la phase de préparations des élections.

III. Du processus électoral

Dans son organisation comme dans sa conduite, le processus électoral a toujours suscité des méfiances et des craintes tant la volonté du parti CNDD-FDD de se maintenir au pouvoir par tous les moyens était manifeste.

• Avant les élections

La volonté de la mise en place d'une CENI inféodée au pouvoir a toujours été décriée par les partis parlementaires d'opposition. Comme nouveau parti politique agréé au terme d'un long processus de négociation avec le Gouvernement, le Parti FNL a demandé d'être associé, mais en vain. La première CENI à dominance CNDD-FDD fut contestée et reformée. On procéda alors à des consultations tendancieuses avec l'opposition, ce qui accoucha d'une CENI apparemment consensuelle mais qui cachait une forte manipulation du pouvoir, ce qui ne tarda pas à se concrétiser.

Les membres des partis politiques d'opposition en général et du parti FNL en particulier subirent des harcèlements, des intimidations et même des assassinats tantôt par des éléments de la police, tantôt par le Service National des Renseignements ou par les miliciens de la Ligue des Jeunes du CNDD-FDD (Imbonerakure) qui se trimballaient et se trimballent souvent les armes à la main. Ces actes ignobles et pratiques barbares, indignes d'hommes civilisés allaient de :

- l'interdiction du parti FNL de fonctionner (empêchement de tenir des réunions ou ouvrir des permanences tel que ce fut le cas : le 02 juillet 2009 à Kirundo, le 25 juillet 2009 à Butaganzwa en Province de RUYIGI, le 10 septembre 2009 à Nyarusange, le 20 septembre 2009 à Karuzi, le 27 septembre 2009 en zone Butaganzwa, le 18 octobre 2009 à Butaganzwa et à Gatara, le 25 octobre 2009 à Bukinanyana en Province Cibitoke, le 15 novembre 2009 à Cankuzo, le 13 novembre 2009 à Kinama en Mairie de Bujumbura, le 23 novembre 2009 à Kabezi, le 10 janvier 2010 à Kanyari, le 13 janvier 2010 à Butaganzwa en province Kayanza, le 20 au 21 février 2010 en Commune Mubimbi, Province Bujumbura rural, etc.)
- en passant par les menaces de mort et emprisonnements (le 24 septembre 2009 à Bujumbura rural, le 27 septembre 2009 à Nyakarama/Commune Bugabira/Province Kirundo, le 24 octobre 2009 à Buterere, le 20 octobre 2009 à Nyarutovu en Commune Gitaramuka, le 27 octobre 2009 à Commune de Mutaho en Province



Gitega, de novembre 2009 à janvier 2010 à Muhuta en Province de Bujumbura rural, le 10 janvier 2010 à Cibitoke, le 16 janvier 2010 à Carama, le 29 janvier 2010 en commune Shombo province Karuzi, le 02 février 2010 en province de Gitega à Bukirasazi, le 22 février 2010 en commune Mwumba, zone Gatsinda, colline Kabataha dans la Province de Ngozi, le 24 février 2010 dans la ville de Gitega/Quartier Yoba, le 24 février 2010 à Muyinga, etc.)

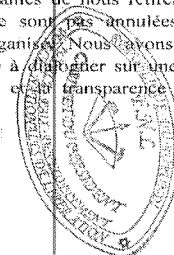
- aux atteintes à l'intégrité physique et aux assassinats (le 02 juillet 2009 à Muyinga, le 27 septembre 2009 à Ruyenzi/Commune Bwambarangwe/Province Kirundo, le 14 novembre 2009 à Mutambu/Buja, le 15 janvier 2010 à Carama, le 21 janvier 2010 à Bucana en Commune Gitobe, province Kirundo, le 24 janvier 2010 à Busoni dans la province de Kirundo, le 29 février 2010 à Burenza/Ngozi, le 29 février 2010 à Gitwa en commune Tangara en Province Ngozi, le 30 mars 2010 en Commune Bugabira/Province Kirundo etc.)

Outre ces tracasseries, le pouvoir se mit à travailler psychologiquement la conscience des Burundais et de la Communauté internationale en avançant des pronostics qui n'avaient aucun rapport avec la réalité. Aussi, le Ministère de l'intérieur créa en son sein un département des élections ambitionnant de récupérer les attributions de la CENI. Dans la même perspective, la présidente du Conseil National de la Communication tenta désespérément d'interdire les médias d'annoncer les résultats des élections. Le porte-parole de la police ordonna d'incarcérer toute personne qui fournira des pistes de recherche à la police en matière de détention illégale d'armes.

• Pendant et après les élections

Les élections communales du 24 mai 2010 se déroulèrent dans un contexte particulièrement tendu, mais qui, aux yeux non avisés, paraissait calme. En effet, les membres des partis politiques d'opposition étaient malmenés, l'achat des consciences orchestré par les hautes autorités issues du parti au pouvoir foisonnait, les mandataires des partis politiques d'opposition tantôt ne reçurent pas d'accreditation, tantôt subirent des intimidations pour signer des PV préétablis. Tout l'arsenal des manœuvres frauduleuses fut mis en œuvre. Le résultat comme cela se devait en pareilles circonstances fut le refus des résultats des élections communales caractérisées par les fraudes massives et les graves irrégularités.

En revanche, nous décidâmes de nous retirer du processus électoral si les élections communales ne sont pas annulées, la CENI disqualifiée et le processus électoral réorganisé. Nous avons fait tout cela dans l'espoir d'amener le CNDD-FDD à dialoguer sur une honnête conduite du processus électoral, dans la liberté et la transparence et ainsi couper court à toute



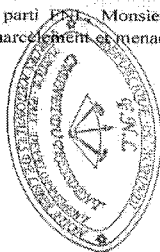
contestation éventuelle dans la suite du processus. Cependant, le parti au pouvoir, encouragé par la Communauté internationale (qui souvent ne manque pas d'agendas cachés) qui s'est limitée aux aspects sécuritaires le jour des élections tout en ignorant sciemment les assassinats ciblés dont l'opposition a fait les frais durant les deux semaines de campagne, décida de foncer tout seul. Cette communauté internationale n'a cessé d'accuser l'opposition de n'avoir pas réfléchi en se retirant de la suite du processus, comme si nous étions de petits enfants qui ne savent pas ce qu'il faut faire et par conséquent ne peuvent pas décider seuls. C'est un mépris qui n'a pas de justification possible.

Par ailleurs, les violences, les intimidations, les restrictions des libertés civiles et politiques, les arrestations et les emprisonnements arbitraires, les assassinats à mobile politique, les persécutions sur base d'appartenance politique se multiplièrent et battent toujours le plein. En effet, plus de 40 membres du parti FNL furent assassinés dans les seules élections communales et présidentielles.

La naissance de l'ADC-**IKIBIRI** a mis en relief tous les manquements du pouvoir en matière de conduite électorale et la complicité de certains membres de la Communauté internationale, mais au lieu de changer d'attitudes, ils se sont rués sur les membres des partis politiques d'opposition en général et du parti FNL en particulier pour les arrêter, les emprisonner, les torturer et les exterminer poussant ainsi à l'exil les leaders des principaux partis d'opposition.

Sans prétendre être exhaustif, voici en ce qui nous concerne quelques faits marquants cette période :

- Le 09 juin 2010, les Leaders de l'ADC-**IKIBIRI**, opposition ont été malmenés par la Police alors qu'ils se rendaient à Rumonge pour expliquer aux membres pourquoi ils ont décidé de se retirer du processus. Certains ont dû emprunter d'autres chemins pour arriver dans la capitale Bujumbura. Le général Kiroho ensemble avec le colonel Wakenya donnaient des ordres aux policiers de malmenier la population appuyés par les agents du Service National des Renseignements.
- Le 16 juin 2010, le Président et représentant Légal du parti FNL subit une attaque de la police et de l'armée nationales à son domicile faisant 46 victimes dont 32 incarcérés à la prison centrale de Mpimba et 14 morts et portées disparues confondus sans compter les blessés.
- Le 23 juin le président du parti FNL, Monsieur Agathon RWASA dut prendre le large suite à ces harcèlements et menaces de mort par le pouvoir CNDD-FDD.



- Le 10 juillet 2010, l'armée gouvernementale appuyée par des détachements de la Police Gouvernementale et des miliciens « Imbonerakure » du CNDD-FDD a engagé une vaste opération dans la zone Ruziba en commune Kanyosha de la mairie de Bujumbura. Sous le prétexte fallacieux de poursuite de prétendus malfaiteurs, l'armée n'a pas hésité de se servir des hélicoptères de combat et de la marine pour mitrailler des populations civiles qui, terrorisées par ces forces de défenses et de sécurité ainsi que ces miliciens, fuyaient dans les broussailles. Le ridicule ne tue pas !
- Le 25 Juillet 2010, la police a tenté d'empêcher le Vice - Président du parti FNL, Monsieur Alfred BAGAYA, de sortir de la permanence nationale du parti et d'entrer dans son véhicule pour des raisons qui ne lui ont pas été expliquées. Chaque fois son véhicule était fouillé par la police sans motif.
- Le 03 août 2010 vers 5h00, des militaires et des policiers de Kabezi font une simulation d'attaque au domicile d'un membre du comité sous régional du MJP et du Conseil communal sur la colline Kinyinya avant de faire un montage de découverte de cartouches dans sa mallette et d'emporter les membres de sa famille.
- Le 13 août 2010 : Invasion de la Permanence provinciale du parti FNL à Muyinga et arrestation de deux militants.
- Le 17 août 2010 : Les membres du parti FNL à Gisuru ont subi une attaque à la grenade faisant un mort sur le champ et blessant une autre personne avec qui il était.
- Le 18 août 2010 : Un démobilisé du Parti FNL a été arrêté par les agents du SNR au marché de Kamenge où il exerçait habituellement les activités de marchand de chaussures.
- Le 24 août 2010 : Arrestation et emprisonnement arbitraires d'un membre du Parti FNL à Buterere et de deux autres à Ngozi par le Service National de Renseignement sur de fausses accusations de participation aux bandes armées.
- Le 28 août 2010 : Arrestation arbitraire d'un membre du comité régional du Mouvement des Jeunes Patriotes à Gasenyi par des agents du Service National des Renseignements.
- Ce même jour, un membre du parti FNL blessé par balle et arrêté par la police qui a attaqué son domicile à Kinyinya le 03 août 2010, et torturé à Kabezi succombe à ces tortures à l'hôpital Prince Régent Charles.
- Le 31 août 2010 : Retrait de toute la garde du Vice Président du Parti FNL, Monsieur Alfred BAGAYA.
- Dans la nuit du 07 septembre 2010 : Un membre du parti FNL habitant le quartier Ruziba est tué par grenade et par balles par des gens en uniforme.
- Le matin du 08 septembre 2010 : Arrestation de 4 personnes sur le lieu de l'assassinat (amis et membres de la famille du défunt).



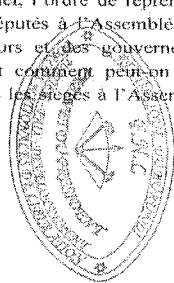
- Le 18 septembre 2010 : Arrestation chez un Colonel de la Police nationale de deux membres du parti FNL à Kanyosha par les agents du Service National des Renseignements.
- Le 27 septembre 2010 : Un membre du parti FNL a été arrêté à Mabanda, puis conduit à la prison centrale de Makamba sur base de fausses accusations d'atteinte à la sécurité nationale.
- Le 28 septembre 2010 : le représentant du parti FNL à Nyamurenza, Province Ngozi est emprisonné dans le cachot de la Police Judiciaire à Ngozi sur base de fausses accusations de faire partie d'une bande de voleurs à mains armées.
- Le 29 septembre 2010 : Un autre membre du parti FNL est arrêté et détenu à la Police Judiciaire à Ngozi ; pour ne citer que ces cas !

A cela il faudrait ajouter bien entendu les persécutions dirigées contre les membres des autres formations politiques ou la société civile ainsi que les médias en l'occurrence l'emprisonnement des journalistes Jean Claude KAVUMBAGU et Thierry NDAYISHIMIYE, les menaces suivies d'exil contre le député Léonard NYANGOMA, Président du parti CNDD, Alexis SINDUHJE, Président du parti MSD, Honorable Alice NZOMUKUNDA, Présidente du parti ADR, Honorable Pascaline KAMPAYANO, candidate du parti UPD-Zigambanga aux élections présidentielles, les fouilles perquisitions aux permanences des partis d'opposition dans des circonstances on ne peut plus rocambolesques, l'invasion des permanences et un nouveau complot du pouvoir contre les leaders légitimes et légaux du Parti FNL issus du congrès extraordinaire du 28-29 novembre 2009.

IV. Un nouveau complot du pouvoir contre les autorités légales et légitimes du parti FNL.

Longtemps en préparation, un nouveau complot contre les autorités légales et légitimes du parti FNL a connu un élan nouveau avec l'exclusion définitive de Jacques BIGIRIMANA, marionnette traditionnelle du pouvoir, le 04 juillet 2010. Ce dernier reçut le renfort d'Emmanuel MIBURO, une autre marionnette du pouvoir qui venait de démissionner (du parti FNL) pour démanteler le parti FNL.

En effet, le Service National des Renseignements parlant au nom du président de la République intimait au parti FNL, par l'intermédiaire sieurs Bigirimana Jacques et Miburo Emmanuel, l'ordre de reprendre le processus électoral et d'accepter à cet effet 35 députés à l'Assemblée, 5 ministères, la 2^{ème} Vice Présidence, des ambassadeurs et des gouverneurs en nombre non précis. D'aucuns se demanderaient comment peut-on avoir 35 parlementaires de façon automatique alors que les sièges à l'Assemblée sont déterminés par un

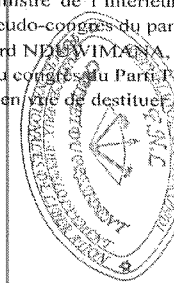


pourcentage de suffrages obtenus. Nous avons compris une fois de plus que le nombre de sièges à obtenir à l'Assemblée nationale dépend non des suffrages obtenus, mais de la volonté du pouvoir. Cette institution du pouvoir CNDD-FDD a eu du mal à cacher ce fameux principe qu'ils avaient fait prévaloir lors des élections communales. Le Parti FNL, tenant compte de son idéologie, son Projet de société et son programme, ne pouvait aucunement accepter de marcher sous les aisselles du CNDD-FDD par cette corruption, alors que c'était le parti FNL qui avait gagné les élections, n'eut été le vol organisé par la CENI, le parti au pouvoir et quelques internationaux qui n'ont jamais voulu la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme au Burundi.

Face à cet échec du pouvoir de déstabiliser, voire détruire l'ADC-*IKIBIRI* en s'en prenant de façon particulière au FNL, le pouvoir décida d'orchestrer un complot contre les autorités légales et légitimes du Parti FNL par l'organisation d'un simulacre de congrès pour les destituer. Le Parti FNL a dénoncé ces manigances du pouvoir aussi bien sur la voie des ondes que dans la correspondance adressée au Ministre de l'intérieur Edouard NDUWIMANA le 28 juillet 2010, mais celui-ci fit la sourde oreille, autorisa puis valida les conclusions de ce simulacre de congrès du 01^{er} août 2010. Des contestations fusèrent de partout, de multiples déclarations furent sorties et des correspondances adressées au Ministre Edouard NDUWIMANA pour lui montrer les dispositions tant constitutionnelles, légales que statutaires violées en vue de l'annulation de cette décision anticonstitutionnelle. Chose étonnante, ledit Ministre opposa un silence de mort et une insensibilité de pierre.

Grosso modo, la séquence des événements fut la suivante :

- Le 28 juillet 2010, une correspondance du Parti FNL signée par la quasi totalité des membres du Bureau Politique dénonçant les irrégularités qui entouraient la préparation du pseudo-congrès du 01^{er} août 2010 fut expédiée au Ministère de l'Intérieur Edouard NDUWIMANA.
- Le 01^{er} août 2010 : Tenue d'un simulacre de congrès du Parti FNL par Emmanuel MIBURO et Jacques BIGIRIMANA en vue de destituer le Président du Parti FNL et ses proches collaborateurs en nommant Emmanuel MIBURO (démissionnaire) comme Président du Parti, SINDAYIGAYA Astère (un parvenu) comme Vice-président et Jacques BIGIRIMANA (exclu) comme Secrétaire Général.
- Le 04 août 2010, le Ministre de l'intérieur prend acte des résolutions et recommandations du pseudo-congrès du parti FNL du 01 août 2010.
- Le 06 août 2010 : Edouard NDUWIMANA, Ministre l'intérieur, déclare sur les ondes que la tenue du congrès du Parti FNL par Emmanuel MIBURO et Jacques BIGIRIMANA en vue de destituer le Président du Parti FNL et ses



proches collaborateurs en nommant MIBURO comme Président du Parti, SINDAYIGAYA Astère comme Vice-président et Jacques BIGIRIMANA comme Secrétaire Général a été régulière et a connu la participation de 800 personnes dont 600 personnes parmi ceux qui ont participé dans le congrès du 28-29 novembre 2009 qui avait connu la participation de 700 personnes. Rien n'excusera jamais ce ministre aussi menteur!

- Le 12 août 2010, la Police, sous le commandement du Ministère de l'Intérieur en passant par la marionnette Jacques BIGIRIMANA, défonce les portes de la Permanence Nationale du Parti FNL.

Nous nous résolûmes alors, d'écrire au Premier Vice Président de la République le 17 août 2010 pour lui demander d'annuler la décision du Ministre de l'Intérieur de valider les conclusions du pseudo-congrès du 01^{er} août 2010. Nous lui avons rappelé toutes les correspondances adressées au Ministre Edouard NDUWIMANA ainsi que leurs objets respectifs dans le but d'obtenir l'annulation de la décision en cause, mais en vain. Nous lui avons également rappelé qu'un cas similaire s'était déjà produit avec le Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC en sigle), mais que l'intervention du Premier Vice-président l'avait rétabli dans ses droits. Encore une fois, le Premier Vice-président ne répondit pas ; nous avons cru qu'il était lui aussi démissionnaire. Mais ce n'était pas vrai car même SINUNGURUZA Théranee qui avait remplacé SAHINGUVU Yves n'a rien fait pour rétablir le parti FNL dans ses droits alors qu'il est lui-même un homme de loi !

Le 31 août 2010, nous écrivîmes au Président de la République dans la même philosophie et pour le même objectif que pour le premier Vice-président de la République. Le président de la République, péchant contre les engagements annoncés dans son discours à la nation pendant et après son investiture, ne répondit pas au cri de détresse du Parti FNL. Comme toutes les voies de recours interne étaient épuisées, nous avons écrit au Secrétaire Général des Nations Unies tout en tâchant de souligner que c'est la toute dernière correspondance écrite à ce sujet du fait que toutes les voies de recours étaient épuisées.

Rappelons à toutes fins utiles que notre plaidoirie sur cette matière a été corroborée par des Correspondances de l'ADC-**IKIBIRI** au Président de la République du Burundi, au Président de la République sud africaine et au Secrétaire Générale des Nations Unies. Nous éprouvons une grande obligeance de porter à la connaissance de tout le Peuple Burundais et de la Communauté internationale qu'aucune suite n'a été réservée à nos sollicitations par les autorités saisies pour y intervenir raison pour laquelle nous avons décidé d'écrire ce mémorandum pour informer *in extenso*



l'opinion nationale et internationale de la situation qui prévaut dans notre pays et ses causes profondes.

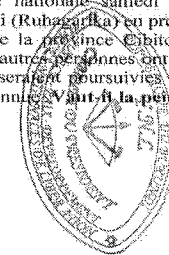
V. La situation sécuritaire en déchéance,

D'aucuns disaient que quand le Président de la République aura prêté serment, les militants des partis politiques de l'opposition vivront des moments fatidiques. Nous n'y avons pas cru de prime abord, mais la suite ne tarda pas à leur donner raison. Cette situation aboutit sur l'imbroglio sécuritaire observable dans ce pays depuis la fin du soi-disant processus électoral, véritable tissu taillé sur mesure du parti CNDD-FDD habitué au vol, à la corruption et aux montages vaudevillesques.

En effet, depuis lors, des arrestations et emprisonnements arbitraires se sont multipliés, les atteintes aux droits de l'homme en général, les violations des libertés civiles et politiques ainsi que la torture dans les cachots du Service National des Renseignements en particulier. L'impunité des auteurs des crimes crapuleux, l'incurie du pouvoir en place, l'armement des miliciens du CNDD-FDD qui se substituent souvent à la police, les enlèvements, les exécutions extrajudiciaires alors que la peine de mort est abolie au Burundi, les règlements de compte, etc. constituent pour une large part le mal burundais sous l'œil et le silence complices du Président de la République, lui qui est supposé être le garant de la paix, la sécurité et la stabilité en même temps devient comptable de toutes ces forfaitures.

Sans la moindre prétention d'être exhaustif, voici quelques cas patents de la recrudescence de la violence dans notre :

- Le 15 septembre 2010, massacre de 7 personnes dans les plantations des cannes à sucre à Rukoko par des hommes en tenues militaires qualifiés officiellement de bandits : bilan 11 personnes tuées, une vingtaine blessées, 38 vaches tuées, 7 autres volées ainsi que plusieurs chèvres et moutons volées.
- Le 17 septembre 2010, l'ADC-**IKIBIRI** fut empêchée, par la police, de tenir une Conférence de Presse pour dénoncer et déplorer ces massacres et actes commis dans la Rukoko. On se demande pourquoi ce refus ?
- Le 20 septembre 2010, il fut découvert dans la Rusizi 18 corps de personnes assassinées ;
- Lundi-mardi 04-05 octobre 2010, deux personnes viennent d'être trouvées mortes à l'embouchure de la Rusizi alors qu'ils avaient été arrêtés par la police nationale samedi 02/10/2010 à la deuxième transversale de Gasenyi (Ruhogorika) en présence de l'administration en Commune Buganda de la province Cibitoke, une autre personne est portée disparue. Trois autres personnes ont pu s'échapper des mains de leurs bourreaux; elles seraient poursuivies pour être éliminées afin que la vérité ne soit pas connue. **Vient-il la peine de continuer à chercher**



de midi à quatorze heures les auteurs des massacres dans ce pays ? Vous vous souviendrez que le Directeur Général de la police nationale NDAYISHIMIYE Fabien a osé affirmer sur la voix des ondes que, sur des considérations policières diverses, certaines personnes n'ont pas droit de vivre et que la famille de feu Jackson NDIKURIYO assassiné par la police n'a pas le droit de l'enfermer dignement. L'on se rappelle de ce même Fabien NDAYISHIMIYE qui, essaie difficilement de prouver qu'il est patron de la police, quand il avait dit que celui apporterait un membre du FNL mort ou vif il recevrait 1 000 000 Fbu. « Araryumako » ! La Rusizi serait-elle devenu un cimetière ? Ceci ne peut que nous rappeler la Ruvubu en juillet 2006 et le cas des arrestations de Buganda sont similaires à celles de Kinama sous Pierre Nkurunziza I : le pouvoir CNDD-FDD est toujours déterminé à exterminer ses opposants à commencer par le FNL !

Tout le mois de septembre 2010, selon les organisations de la société civile, au moins 10 personnes en moyenne sont tuées chaque jour. Durant la seule semaine du 13 au 19 septembre, au moins 80 personnes ont été assassinées sur tout le territoire national. Depuis le mois de mai 2010 jusqu'au 20 septembre et selon la même organisation, au moins 120 détenus pour des motifs relatifs aux élections, donc politiques, sont recensés dans les différentes prisons du pays. Plus de la moitié de la population carcérale sont des membres du parti FNL alors que les corrompus, les criminels, les voleurs et d'autres malfaîtres du parti au pouvoir jouissent de l'impunité et se la coulent douce et gèrent les hautes institutions de la République. Cette situation doit impérativement changer !

VI. Conclusion

Cela étant, le pouvoir répugne à rétablir le Parti FNL dans ses droits, continuent à nier les droits les plus fondamentaux à ses citoyens et à refuser tout dialogue qui contribuerait à résoudre les problèmes posés. Actuellement, on dirait qu'il y a des Burundais qui sont étrangers dans leur propre pays, ceci rappelle les théories de moins ou sous-hommes et des plus-hommes qui ont présidé à la lutte en quête de dignité.

En outre, l'attitude de la Communauté internationale encourage le pouvoir CNDD-FDD à s'entêter davantage et replonge le pays dans un chaos infernal vu les violences observables à travers tout le pays et dont il se félicite. Il n'est peut-être pas superflu de rappeler que le refus de donner l'immunité au PALIPEHUTU-FNL, la persécution de ses membres, la provocation orchestrée par l'armée gouvernementale et l'incurie de la Communauté internationale a conduit à la reprise des hostilités le 17 avril 2008.

Aussi, le refus du Président Juvénal HABYARIMANA de négocier le retour des réfugiés tutsis en arguant qu'il n'y avait pas de place pour tout le monde



a-t-il légitimé le Front Patriotique Rwandais (FPR) et a précipité la chute de son régime et sa mort. Il sied de rappeler que le Président HABYARIMANA en arrivait à son 25^e trophée mondialement reconnu et valeureux quand il est mort. Actuellement, personne ne se rappelle de ces multiples trophées (cadeaux empoisonnés pour la plupart) suite à ce qu'il n'est plus au pouvoir. Que d'autres exemples de ce genre ici au Burundi soient interpellés pour qu'ils se rendent à l'évidence.

Tout compte fait, les Burundais ont du mal à tirer des leçons du passé, car « les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets ». En effet, si l'exclusion, l'oppression et le génocide d'honnêtes citoyens ont abouti à la résistance populaire, il n'est nul doute que si rien ne change au régime criminel actuel la population pourra lutter pour sa dignité et surtout sa survie. On finira toujours par retourner à la case départ au lieu de résoudre les problèmes *in limine* sans qu'il y ait de casse. Le CNDD-FDD étant à son tour le résultat de l'exclusion, il devrait tirer les leçons qui s'imposent.

Que Dieu bénisse et protège le Burundi

Fait à Bujumbura, le 10 octobre 2010

Agathon RYASASA

Président et Représentant Légal du Parti FNL

